

PETAINE

par Daniel MAYER

(Page 5)

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 221. — 2 JANVIER 1965

l'année des Elections



Courrier des lecteurs

A propos de T.S.

● Jacques Tellier, Thumesnil (Nord)

C'est avec plaisir que je constate une très grande amélioration des dernières T.S. En particulier les trois numéros spéciaux étaient très bons. Je

souhaite que cela continue, mais je souhaite aussi que parce que T.S. engage le parti il ne suffise pas d'être membre du parti pour y écrire.

● Georges Royer, Cavalaire (Var)

Je viens vous donner avis (tardif) sur T.S.

Etant un journal de combat, je pense qu'actuellement il remplit son rôle et, comme son équilibre financier laisse à désirer, je ne vois pas la nécessité de faire de grands changements et d'augmenter le nombre de pages (quelquefois si nécessaire).

Je ne vois donc pas Bourreau reprochant des articles de plus d'une page

et les trouvant trop brefs et, ayant de la peine à faire un journal, comment en faire deux ?

Laissons donc T.S. poursuivre éducation et renseignements sans vouloir imiter les « grands (?) journaux » avec titres tapageurs et profusions de photos qui ne prouvent pas grand-chose et que les trois quarts des lecteurs ne connaissent pas.

● Mme André Pierre-Viénot

J'ai reçu les différents S.O.S. de Tribune.

Comme vous le savez, dans les Ardennes, nous ne pouvons pas faire grand-chose parce que nous avons notre journal départemental.

Toutefois, je me rends bien compte des difficultés dans lesquelles Tribune se trouve, et je vous envoie ci-joint dix abonnements pour la section de Rocroi.

A mon avis, pour que Tribune vive, il faudrait que le journal soit beau-

coup plus petit, beaucoup plus bref, beaucoup plus politique, beaucoup moins « magazine » (sur ce plan, nous ne pourrions jamais faire concurrence à l'Observateur et à l'Express), et surtout qu'il soit infiniment meilleur marché.

Je pense que le but à poursuivre à longue échéance serait un Tribune de quatre pages avec un encart départemental ou régional de deux pages. Mais je sais combien c'est difficile à réaliser.

● Millet, Carcassonne

Je ne résiste pas à l'envie de te faire part de ma grande satisfaction après la lecture en particulier de l'article sur la campagne présidentielle « Tixier-Vignancour à Reims », signé de Lucien Lapière.

Un style incisif, direct. Un ensemble vivant. Le tout donnant une lecture

reposante avec une information sérieuse et complète.

Je ne connais pas Lucien Lapière. Tu voudras bien lui transmettre mon témoignage de satisfaction. Aurait-il mis au point, pour T.S., un nouveau style de reportage, bien à la mesure de tous les lecteurs éventuels de Tribune, y compris ceux des classes laborieuses ?

● Souscription

A. G... (Le Havre), 100 F ;
S. B... (Besançon), 100 F ;
M. G... (Paris-XIV*), 200 F ;

H. M... (Banlieue), 200 F ;
G. D... (Paris-XV*), 100 F ;
J. G... (Nord), 100 F.

A propos de l'article

« Les jeunes médecins passent à l'attaque »

Le camarade Le Calvez, de Lille, n'a pas compris en quoi « les jeunes médecins passent à l'attaque » comme je l'avais indiqué dans mon article paru dans T.S. du 12 décembre 1964, ni en quoi l'auteur de l'article se différencie de ses confrères les plus réactionnaires ! Je lui répondrai tout d'abord que cet article ne visait pas à présenter un contre-plan médical, ni même une analyse personnelle de la situation médicale ; il désirait simplement, à propos de l'actualité, informer nos lecteurs de l'activité et des prises de position de deux organisations de médecins non traditionalistes : le Groupement d'étude et de recherche pour une médecine moderne et le Centre national des jeunes médecins.

De ces deux organisations, la pre-

mière, qui semblait en veilleuse depuis quelque temps, vient de se réorganiser et de relancer son action ; la seconde, composée d'éléments plus jeunes, issue du syndicalisme étudiant, s'est créée récemment.

Il s'agit donc bien d'une poussée offensive des jeunes médecins dans le milieu qui leur est propre.

Quant aux propositions elles-mêmes faites par le G.E.R.M.M. ou le C.N.J.M., je crois que si Michel Le Calvez avait bien lu l'article, il n'aurait certainement pas qualifié de réactionnaire l'affirmation de la nécessité de réformes de structures de la médecine comportant, par exemple, la nationalisation des trusts pharmaceutiques !

Dr Albuher.

VAR

Un stage du parti sur les grands ensembles

Un stage interfédéral groupant une quarantaine de camarades et sympathisants des fédérations des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var, avec la participation de quelques membres des Jeunesses communistes de cette région, s'est tenu à La Seyne-sur-Mer les 19 et 20 décembre sur le thème de l'Animation politique, sociale et culturelle des « grands ensembles ». Les débats, dirigés par Michel Oriol, représentant auprès du C.P.N. des Fédérations P.S.U. du Sud-Est, et animés par René Kaes, assistant de sociologie de la Faculté d'Aix, auteur du livre

« Vivre dans les grands ensembles », visaient à un échange pour tous ceux qui veulent améliorer leur information et leurs méthodes d'action dans le travail politique axé sur les quartiers ou dans les interventions au cours des prochaines élections municipales.

Usant des techniques de travail les plus appropriées à la participation de tous, les stagiaires ont abordé l'ensemble des questions posées aux militants des grands ensembles (et des ensembles moins grands mais modernes) pour une action adaptée aux réflexes, tendances et mentalités qui

apparaissent dans les relations humaines spécifiques de ces groupements humains d'un type nouveau. A travers tous les débats sur les problèmes très amples du logement et des prolongements sociaux et culturels, il est apparu que l'animation des grands ensembles suppose une action où la réflexion et l'intervention politiques ne constituent pas un préalable mais un terme à une prise de conscience des besoins populaires. La connaissance approfondie de ces besoins, les moyens pour le militant de se rendre apte à cette connaissance et apte à la manière de susciter parmi les intéressés cette prise de conscience de leurs besoins, telles ont été les préoccupations dominantes qui ont entraîné les stagiaires de La Seyne dans un travail

harassant, passionnant et passionné dont les conclusions seront offertes à « Tribune Socialiste » dans quelques prochains articles.

Travail très incomplet d'une réunion, hélas ! trop courte, conclusions toutes provisoires, ébauchées seulement, et qui appellent de nouveaux efforts. C'est dire que ce n'est la qu'un début ; que d'autres stages suivront autour de ces problèmes qu'on ne regarde pas sans modestie quand on les a abordés une fois sérieusement. Aussi, les camarades du Sud-Est, désireux de ne pas s'en tenir à ce point de départ, ont l'espoir de pouvoir renouveler l'expérience de ce stage dans l'ambiance extrêmement sympathique qui fut celle de ces deux journées seynoises.

TOULOUSE

Conseil municipal : Intervention de Raymond Badiou au nom du groupe P.S.U.

Après avoir constaté que la dernière réunion du Conseil municipal avait eu lieu... il y a six mois, R. Badiou fit un exposé critique du budget municipal et de l'activité d'ensemble de la municipalité S.F.I.O.-U.N.R.-Indépendants dont le mandat arrive à expiration.

Nous retenons à l'intention de nos lecteurs la conclusion politique de notre camarade qui nous paraît, aujourd'hui plus que jamais, digne d'être retenue, à la veille des élections municipales de mars 1964 :

« Après le bilan administratif, dressons le bilan politique : au départ, en 1959, c'est le choix délibéré d'une majorité de droite, alors qu'une majorité de gauche était possible ; ensuite, et comme conséquence de ce choix initial, l'abandon des traditions républicaines du Capitole, le refus de s'associer aux manifestations populaires, l'indulgence pour les tribulations, etc. Une mauvaise humeur tardive à l'égard du pouvoir gaulliste ne saurait compenser des années de mariage avec les représentants de ce pouvoir. Aujourd'hui encore, l'administration de Toulouse reste partagée entre ceux qui se disent socialistes et ceux qui se proclament plus gaullistes que jamais. Comment l'opinion de gauche pourrait-elle se trouver reconfortée, vivifiée, en présence de palinodies de cette sorte ?

Et pourtant, il faut bien se préparer à assumer la succession du gaullisme, phénomène politique essentiellement transitoire, parce que lié au

destin d'un homme. Et il faudrait bien que cette succession soit assurée, non point dans la confusion des antagonismes, mais dans la fermeté d'une majorité de gauche, solide, unie, pour opposer aux méthodes autocratiques, et au plan technocratique du pouvoir actuel, des méthodes libérales, et un contre-plan démocratique, dégageant une voie vers le socialisme, reconnu nécessaire.

Et cela impliquerait, sur le plan local, que les hommes de gauche se réunissent pour fixer les principes et édifier le programme du prochain Conseil municipal : principes concernant la gestion des transports en commun, du marché-gare, l'attribution des logements, la gratuité des services publics ; programme portant sur quelques points essentiels, mais réaliste, et réalisable dans le présent, sans hypothéquer l'avenir.

Telle est la ligne d'action de notre Parti. Si cette reconstitution d'une gauche véritable, solide et efficace, dans notre ville, ne se réalise pas, la responsabilité de l'échec incombera à d'autres qu'à nous. Et, en tout état de cause, nous mènerons notre combat, parce que nous avons foi en notre idéal, et parce que nous sommes sûrs qu'un jour il triomphera. »

Nos lecteurs suivront avec attention la préparation des listes pour les élections de Toulouse, et plus particulièrement l'attitude que prendra la S.F.I.O. : ou continuer son alliance avec l'U.N.R. et la droite, ou s'intégrer à un Front socialiste.

LIMOUSIN

Motion sur les problèmes économiques

Les fédérations P.S.U. du Limousin, réunies à Brive le 20 décembre 1964, ont étudié le décret portant approbation du plan régional de développement et d'aménagement du Limousin.

Le tableau brossé par ce document révèle une situation très critique, que nous n'avons cessé de déplorer.

C'est avec trois ans de retard sur le début du IV^e Plan et à un an de son terme que le gouvernement affirme la nécessité de fixer les objectifs de redressement, mais il ne précise aucun moyen efficace susceptible de créer, d'ici la fin de 1965, les 7.000 emplois, minimum qu'il affirme nécessaire.

Il en est de même dans les autres chapitres du document (logement, agriculture, etc.).

Le projet de V^e Plan n'apparaît guère plus précis en la matière. L'autofinancement des entreprises, la débuddérisation d'investissements, l'absence de mesures concrètes pour imposer le relèvement des bas salaires, etc., sont autant d'options qui tournent le dos à la réanimation du Limousin.

Face aux projets gaullistes, destinés à favoriser l'expansion et la concentration du capitalisme moderne, il faut opposer un contre-plan. Si les organisations de gauche et les forces vives s'accordaient sur des objectifs réalisables et dynamiques, si elles faisaient apparaître les conséquences forcément mauvaises du projet gaulliste et le caractère de progrès de leur propre projet, la population, qui la crainte du vide politique a conduite dans les bras du régime, reprendrait alors confiance et donnerait à une gauche capable les moyens de prendre en main les rênes du pouvoir.

C'est pour ouvrir la voie à ces perspectives que le P.S.U. vient de rendre public un contre-plan que vous pouvez vous procurer auprès de vos fédérations respectives.

C'est pour la même raison que, dans le cadre de la région, nous voulons que les organisations qui se réclament du socialisme, les syndicats et divers groupements élaborent un contre-plan dont l'application permettrait effectivement de résoudre nos problèmes de sous-développement.

L'équipe de militants du P.S.U. qui assure l'administration et la rédaction de Tribune Socialiste, me prie de présenter ses meilleurs vœux, pour 1965, à tous nos amis lecteurs.

Soyons tous conscients que 1965 sera une dure année politique qui va nous demander beaucoup de travail, de courage et d'engagements.

Ne relâchons pas un seul instant notre combat pour faire triompher l'unité des socialistes.

L'évolution du monde nous est témoin que notre cause l'emporte de plus en plus. En France, 1965 doit être un grand pas vers la démocratie socialiste.

Harris PUISAIS.

éditorial

LE POUVOIR VOUS LA SOUHAITE BONNE ET HEUREUSE !

LE Comité Politique National est heureux de présenter à tous les membres du parti et à tous ses amis les meilleurs vœux du Parti Socialiste Unifié pour une année 1965 unitaire et victorieuse. Pour de multiples raisons, en effet, qui tiennent à la lutte engagée par les travailleurs du secteur public, à la détérioration de la situation économique, et au fait que l'année 1965 verra des élections municipales et présidentielles, les facteurs favorables à l'unité sont plus grands qu'à l'ordinaire. Ce sera donc notre vœu essentiel, en même temps que l'objet de notre lutte, que le mouvement socialiste sache dans ce pays donner figure à sa politique en proposant une candidature unique de la gauche sur la base d'un programme commun détaillé, fondé sur les revendications des travailleurs, et ce tant aux élections municipales que présidentielles.

Mais le mouvement socialiste a appris depuis fort longtemps que les vœux ne suffisent point, que même une volonté politique puissante et appuyée sur de fortes organisations ne suffit pas à assurer la victoire. Le succès du mouvement socialiste n'est possible que s'il est appelé par une prise de conscience populaire, et cette prise de conscience elle-même ne peut que résulter des impuissances du régime. Le socialisme trouvera sa voie dans les pays développés lorsqu'il apparaîtra de nouveau comme nécessaire. Si les militants savent bien que le socialisme est le seul moyen de faire respecter la dignité des hommes dans leurs rapports avec l'appareil de production, les masses de ce pays, dans une vue à plus court terme, jugent que trop de socialistes n'ont pas tenu leurs promesses, et que, somme toute, le capitalisme leur assure un semblant de plein emploi et une progression lente mais indéniable de leurs revenus. La volonté de renverser le régime n'est pas encore majoritaire dans ce pays.

La conviction du P.S.U. est que cette volonté se réveillera, et pourrait même le faire assez brutalement. Elle se réveillera parce que le Pouvoir actuel est incapable de garantir de manière permanente les avantages éphémères qu'il a accordés depuis quelques années aux travailleurs de ce pays.

On pourrait analyser cette incapacité sur le long terme. « Tribune Socialiste »

l'a d'ailleurs fait en décrivant les contradictions du Cinquième Plan officiel. Mais, puisque nous en sommes à l'époque des vœux, il n'est pas sans intérêt de regarder de près ceux que le Pouvoir formule pour 1965 ; non pas les vœux académiques du général que porteront les ondes officielles, mais les vœux réels, les objectifs de politique économique et sociale.

★

Il est toujours difficile de déceler les intentions derrière des proclamations officielles largement marquées d'hypocrisie, et plus encore derrière des prévisions dont on a pratiquement écrit sans fard qu'elles devaient se plier aux objectifs ! Mais certains éléments ne permettent pas le doute. Il y a des décisions claires, un budget, un projet de plan. Tout cela donne une vision fort nette de la politique économique du régime.

L'aspect le plus visible est aussi le plus important : la priorité absolue est donnée à la stabilité des prix. On n'augmente pas les tarifs marchandises de la S.N.C.F., ni les prix des transports routiers, ni même le timbre, pour le moment. Bien sûr, cela est rassurant pour les consommateurs. Mais cela veut dire aussi que le déficit des grandes entreprises publiques va s'accroître, ce qui n'ouvre guère de perspectives favorables aux revendications de salaires de leurs travailleurs.

Mais pour tenir les prix sans réduire les profits, qu'on cherche au contraire à augmenter si l'on en croit le Plan, il faut réduire la croissance des salaires. Les prévisions officielles, tant dans le secteur public que dans le privé, annoncent des hausses réduites à 1 p. cent par trimestre. Voilà au moins une prévision dont on peut dire qu'elle cédera devant la volonté des travailleurs. Pour eux, la réduction des coûts ne peut venir que de l'amélioration de la productivité, grâce à l'effort d'investissement.

Seulement, il se trouve que le patronat a peur des conséquences économiques de la politique officielle. La conjoncture lui semble incertaine et, en ce moment, il ralentit très nettement son effort d'investissement. Bien entendu, le gouvernement fait semblant de s'en inquiéter, mais il n'annonce en fait que la détaxation des distributions de dividendes. Tout

le monde sait bien que cette politique de classe est parfaitement insuffisante à relancer l'investissement.

Dans ces conditions, si la croissance des revenus se ralentit, si l'exportation se fait plus difficile, si le budget ne prévoit guère de croissance de la dépense publique, et si l'investissement diminue, il n'y a plus qu'une conséquence possible : la récession. Oh ! certes, pas la crise à la manière 1929, mais la réduction des horaires, des débauchages plus fréquents, la diminution de la production. En fait, d'ailleurs, le pouvoir ne veut pas du redémarrage de l'économie : il a trop peur pour les prix, car il ne veut pas se donner les moyens de contrôler la politique des entreprises. Il ne connaît qu'un moyen de tenir les prix : c'est de tenir les salaires, c'est d'avoir des chômeurs. Marx les appelait l'armée de réserve du prolétariat. Voilà curieusement que le capitalisme en redécouvre la nécessité, et les crée. Si l'on en croit les derniers chiffres du ministère du Travail, le nombre de chômeurs resterait encore faible, voisin de 250.000, mais aurait doublé depuis quelques mois. Et ce qu'il faut redouter, c'est que ce nombre n'augmente fortement tout au long de l'hiver et du printemps.

Les voilà, les vœux du pouvoir pour l'année nouvelle. Mais cette année est électorale : il faudra bien lâcher quelques aumônes. La première est de la semaine dernière : le SMIG augmentera, paraît-il, comme le salaire de base des industries nationalisées. Voilà tout à coup un nouveau salaire de base, jusqu'ici inconnu des statistiques officielles. Et puis, quelle étrange aumône ! Le gouvernement disait jusqu'ici vouloir éliminer toute indexation, freiner tout encouragement aux hausses de salaires : il ne s'en est donc pas senti le pouvoir, et s'est vu contraint de prendre à la hâte une mesure techniquement boiteuse.

Ce signe d'un gouvernement qui ne sait pas ce qu'il veut et qui hésite devant les conséquences de sa propre politique, c'est le signe qu'en 1965 les luttes ouvrières devraient pouvoir vaincre, si elles se déroulent dans l'unité et au nom d'objectifs précis. C'est la stratégie permanente du Parti.

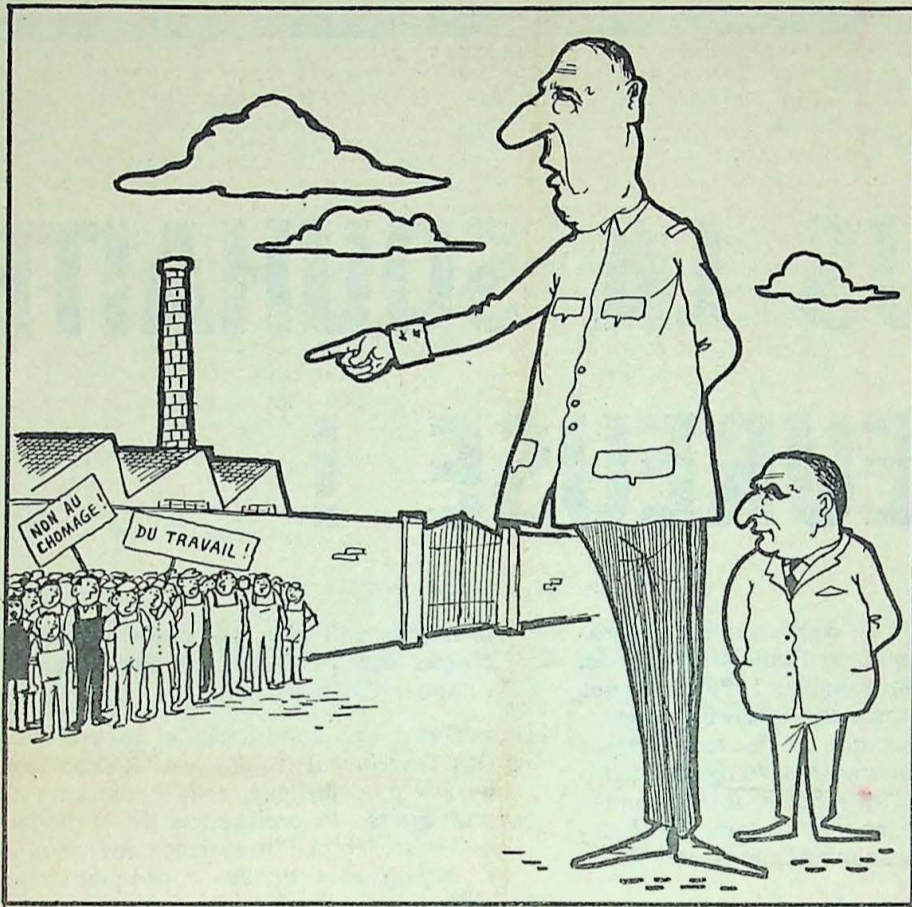
Georges Servet.

BILAN ÉCONOMIQUE

Stagnation et chômage.

1964 s'achève sur la stagnation économique et le chômage, comme le voulait le gouvernement en lançant, en septembre 1963, le « Plan de stabilisation ». Les résultats ont été plus lents à se manifester que ne l'espérait le tandem Pompidou-Giscard d'Estaing, mais ils sont bien ceux qu'espérait le gouvernement.

La logique de l'économie capitaliste est ainsi respectée : pour « tenir » les prix, il faut ralentir la production et la consommation ; pour « tenir » les salaires, il faut reconstituer la fameuse « armée de réserve » de travailleurs. En 1964, comme en 1952 ou en 1959, ces « lois d'airain » de l'économie de marché se vérifient. Au détriment des classes populaires, évidemment.



« L'idéal, pour « tenir les prix », c'est de constituer « l'armée de réserve » des travailleurs... »

1964 avait pourtant commencé relativement mieux qu'on ne s'y attendait. Alors que les comptes nationaux avaient prévu un accroissement de la production nationale de 4,2 %, c'est un chiffre de 5,2 % qui a pu être finalement constaté. Ce progrès n'est pas négligeable : il correspond en gros à la moyenne de ceux qui ont été enregistrés au cours des cinq années précédentes. Il s'explique, en 1964, par la forte production industrielle du début de l'année et l'excellente récolte agricole (en particulier de céréales) permise par l'hiver doux et l'été clément.

Dans l'ensemble, la production industrielle aura dépassé d'environ 6 % celle de 1963, avec des taux plus forts pour la sidérurgie, le pétrole, la chimie et les achèvements de logements. Mais à l'inverse, de larges secteurs industriels ont connu la récession. Les industries d'équipement, le textile, puis l'automobile ont vu leur production stagner, puis baisser.

Cette réduction d'activité a d'ailleurs présagé un phénomène plus général qui touche maintenant un grand nombre d'industries. Il est significatif que l'indice de la production industrielle (après correction des variations saisonnières) n'ait pas dépassé en octobre son niveau d'avril, en progrès de 0,7 % seulement sur l'indice de janvier et de 3,7 % seulement sur celui de l'année précédente.

Cette situation pèse, bien sûr, sur l'activité économique en général : on prévoit que la production française n'augmentera guère pendant le premier trimestre de 1965 et, peut-être même, pendant le second trimestre. Mais l'économie n'est pas une abstraction déshumanisée : c'est en réalité la vie des hommes qui pâtit de cette détérioration.

130.000 chômeurs recensés

Partout où la production fléchit, le chômage s'installe. Dans l'automobile, plus de 5.000 licenciements ont été effectués et 200.000 travailleurs souffrent de chômage partiel. Dans le textile — secteur particulièrement sensible aux récessions — les licen-

ciements se multiplient et les horaires sont redevenus bas (voir T. S. de la semaine dernière).

Des fermetures d'usines sont annoncées semaine après semaine dans la petite métallurgie, en particulier dans l'Est et le Centre. Les chantiers navals continuent de réduire leur personnel... Bref, la misère s'installe au foyer de très nombreux travailleurs. Et pas seulement des 130.000 chômeurs totaux recensés par les statistiques officielles (20.000 de plus que l'année précédente).

Car le chômage partiel pèse, lui aussi, lourdement sur les revenus salariaux. Les heures supplémentaires — les mieux payées — disparaissent les premières, rendant la baisse de salaire plus que proportionnelle à la réduction de la durée du travail.

Déjà, les revenus des familles populaires ont baissé de 10 à 20 % dans de nombreux cas. Et les pronostics formulés pour l'avenir par les experts laissent prévoir une aggravation du phénomène.

Pour déclencher une reprise industrielle, il faudrait en effet des éléments stimulateurs. Or ceux-ci ne se profilent guère à l'horizon.

La consommation des particuliers augmentera, prévoient les comptes nationaux (peut-être optimistes), de 3 % par personne, ce qui correspondra grosso modo à l'accroissement de productivité de l'industrie l'an prochain ; de sorte que ce stimulant n'entraînera pas la création d'emplois supplémentaires ou l'allongement des horaires réduits cette année.

De son côté, le budget déflationniste, voté par le Parlement gaulliste pour 1965, ne relancera pas l'investissement, les dépenses administratives d'équipement (en léger progrès) compensant simplement le ralentissement des investissements privés. Quant à l'exportation qui, à certaines époques, notamment en 1959, a relancé l'activité industrielle, elle s'annonce assez mauvaise pour 1965, l'expansion ayant fléchi chez plusieurs de nos clients étrangers et les Britanniques s'étant protégés contre les ventes françaises.

Pompidou et Giscard peuvent donc triompher : la stabilisation de l'économie qu'ils voulaient obtenir s'est finalement réalisée plus lentement qu'ils ne l'espéraient, mais aussi sûrement.

Les inégalités sociales s'accroissent

Si les horaires de travail ont été stabilisés ou même réduits, les prix, eux, ne l'ont pas été. Certes, les manipulations d'indices et les mesures autoritaires prises à l'automne et durant l'hiver 1963 ont ramené la hausse des prix d'un rythme de 6 % par an, au milieu de 1963, à un rythme de 2 % au printemps 1964. Mais, ce répit passé, la hausse s'est de nouveau accélérée, pour atteindre la cadence de 3,5 % par an en fin d'année.

Cette élévation du coût de la vie, contraire aux vantardises officielles d'il y a un an, pèse évidemment sur le niveau de vie des familles. C'est donc par les deux bouts que le pouvoir d'achat des familles populaires est laminé : revenu stabilisé ou réduit par le chômage ; coût de la vie en hausse.

L'inégalité sociale s'aggrave ainsi, puisque, dans le même temps, d'autres classes sociales profitent, elles, de la situation. On peut penser que le pouvoir d'achat des salariés dont les horaires n'ont pas été réduits aura augmenté d'environ 3 à 4 % seulement en 1964 dans le secteur privé et de quelque 1 à 2 % dans le secteur public ; mais le niveau de vie des classes plus aisées (industriels, cadres supérieurs, professions libérales et, évidemment, spéculateurs en tous genres) aura, lui, bien davantage progressé.

L'inégalité est donc flagrante. Elle apparaît plus grande encore si l'on se souvient que, dans le même temps, le S.M.I.G. a progressé moins vite que les prix (ce qui a entraîné une baisse de son pouvoir d'achat) et que les prestations familiales ont, elles aussi, augmenté moins que le coût de la vie (2,5 % d'augmentation en un an pour les prestations familiales et le S.M.I.G. contre 3 % environ pour la hausse moyenne des prix).

Ainsi, les catégories déjà défavorisées par l'évolution ancienne (smigards, familles et salariés du secteur public) l'ont été de nouveau en 1964. Ce qui montre clairement le caractère parfaitement mensonger des grandes déclarations gouvernementales sur les intentions sociales de la « politique des revenus ».

Déficit commercial accru

Pour en terminer avec ce rapide bilan de 1964, mentionnons deux faits relativement importants, quoique d'effet inégal :

1 Le déficit commercial avec l'étranger s'est considérablement accru (environ cinq milliards de francs en 1964 contre trois en 1963). Cela provient de ce que les

achats de la France à l'étranger ont augmenté de 15 % environ alors que ses ventes progressaient de 11 % seulement. Sans doute, le déséquilibre commercial s'est-il atténué en fin d'année, mais le redressement de la balance commerciale, qui constituait l'un des grands objectifs du plan de stabilisation, a été manqué ; il se pourrait, si la dépression continue en France, qu'il soit atteint en 1965.

Le déficit commercial n'a d'ailleurs pas empêché la France d'accroître son pécule d'or et de dollars (+ 600 millions de dollars en un an), grâce essentiellement aux investissements étrangers en France et à l'excédent commercial réalisé par les anciennes colonies françaises demeurées dans la zone franc (ce qui permet à la Banque de France d'accumuler les dollars gagnés par elles).

2 Grâce aux plus-values fiscales réalisées du fait de la hausse des prix et de l'activité économique plus forte que prévue, le Trésor n'a pratiquement pas enregistré d'« impasse » budgétaire en 1964. Cette situation ne serait pas malsaine en soi si elle ne correspondait à une insuffisance des salaires du secteur public et à un retard massif de l'équipement d'Etat (écoles, H.L.M., hôpitaux, routes...).

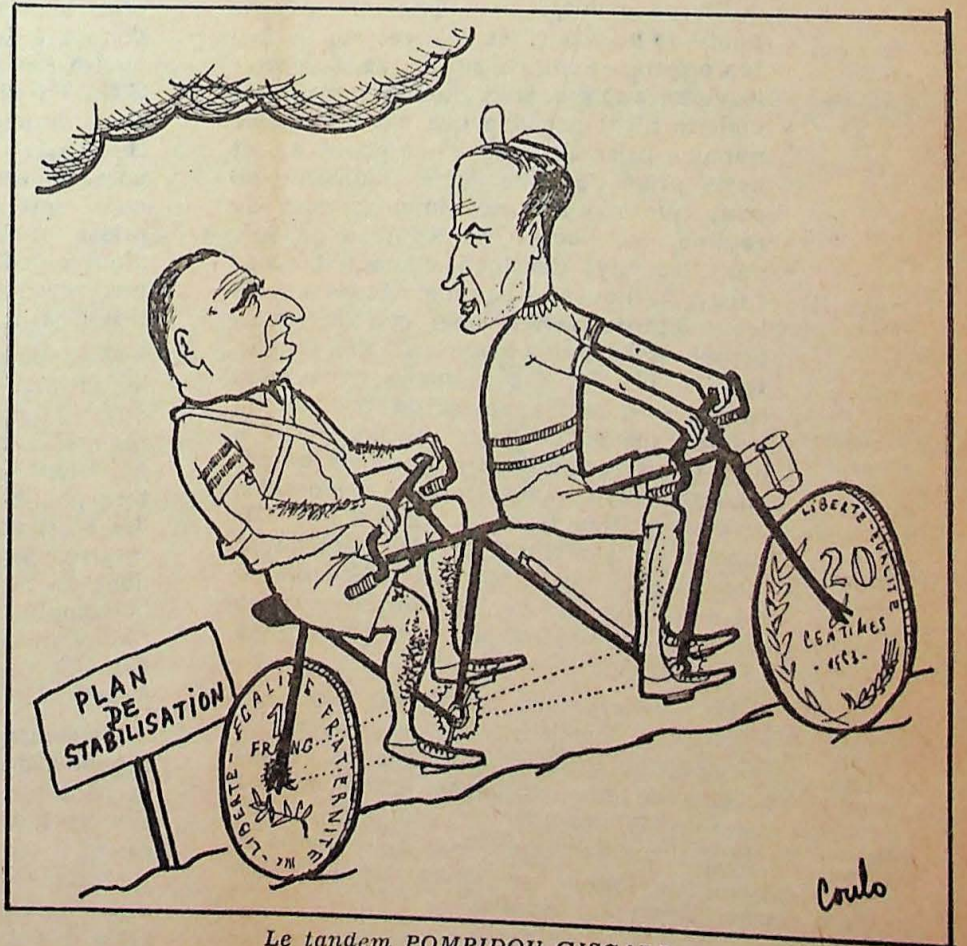
Ayant comprimé ses dépenses — autres que la « force de frappe », évidemment — l'Etat a pu ainsi les couvrir entièrement par ses recettes ; quitte à refuser de faire face à ses responsabilités en matière d'investissements et à se décharger d'une autre partie d'entre elles sur la Caisse des Dépôts qu'il a chargée de réaliser, à sa place, quatre milliards d'investissements. Mieux aurait valu, assurément, conserver 5 milliards d'« impasse » et construire 100.000 H.L.M. de plus, ou l'équivalent d'écoles, d'hôpitaux, de stades...

Inquiétudes pour 1965

Au seuil de 1965, plusieurs menaces planent sur l'économie française : le chômage croissant et la stagnation de la production industrielle, dont nous avons déjà parlé ; la stagnation (ou la très faible progression) des investissements, qui fait prendre à notre économie du retard dans la compétition mondiale tout en différant la réalisation des équipements publics indispensables ; la persistance de la hausse des prix, qui a même tendance à s'accroître ; enfin, aggravée par l'élévation du coût de la vie, la diminution des revenus de centaines de milliers de familles populaires.

En dépit de l'optimisme officiel, l'année électorale 1965 s'annonce mauvaise sur le plan économique et social. Non pas, bien sûr, pour les familles privilégiées, dont le revenu ne souffre pas de la situation, mais pour la majorité du pays qui pourrait bien le faire savoir au pouvoir, à l'occasion des prochaines consultations politiques.

M. Rungis



Le tandem POMPIDOU-GISCARD : « Ça ralentit drôlement, va falloir mettre le grand braquet ! »

APRÈS LE DISCOURS DE POMPIDOU

Nouvelles grèves en janvier ?

Depuis le mouvement du 11 décembre, la fin de l'année a été marquée par des grèves de caractère catégoriel. Tel fut le mouvement des conducteurs de la S.N.C.F. lancé par la C.G.T. On sait que F.O. et la C.F.D.T. avaient refusé de participer à cette grève. Le secrétaire général des cheminots C.F.D.T. avait déclaré à ce sujet : « Après une journée comme celle du 11 décembre, on ne peut plus revenir aux actions par catégories, plus ou moins désordonnées. »

Devant cette prise de position — et bien qu'elle ait déposé un préavis de grève pour les 18 et 19 décembre — la C.G.T. annonçait « une journée de manifestations » pour le 18 décembre. Il s'agissait aussi pour elle d'entraîner les conducteurs autonomes qui menaçaient de faire grève au moment des fêtes — ce qui n'aurait pas manqué de heurter violemment l'opinion publique. En fait, la grève du 18 décembre a causé d'importantes perturbations ; elle traduit le mécontentement des agents de conduite à l'égard de leurs conditions de travail, mécontentement accru à l'approche des fêtes.

Un état d'esprit assez semblable explique les débrayages qui se sont produits dans certains centres P.T.T. chez le personnel des bureaux-gares, débrayages en quelque sorte traditionnels à cette période de l'année où la plupart des salariés songent plus à se distraire qu'à revendiquer.

C'est sans doute pour profiter de cette tendance majoritaire que Pompidou a choisi cette époque pour dire, une fois de plus, « non à la grève ». A propos du 11 décembre, il a repris sa thèse de l'inutilité de la grève, enflant un peu le ton pour qualifier d'« inacceptables » les conditions dans lesquelles est intervenue celle de l'électricité. Le gouvernement envisage-t-il de réquisitionner les agents de l'E.D.F. au risque de se voir infliger un nouveau camouflet ? Pompidou a également profité de la conjoncture préélectorale pour dénoncer « les arrière-pensées politiques » des syndicats.

Pour le reste, le discours radiodiffusé du Premier ministre n'a pas apporté grand-chose de nouveau : exaltation de l'équilibre budgétaire voulu par de Gaulle, autosatisfaction en ce qui concerne l'augmentation des pensions, des prestations familiales, de la retraite des vieux, reconnaissance que la situation du logement est loin d'être brillante, promesses en ce qui concerne les logements sociaux. Autosatisfaction en somme sur le chapitre du V^e Plan, sur les orientations duquel le Parlement a été consulté pour la première fois. Et Pompidou d'oublier le seul argument en faveur de sa thèse selon laquelle le Parlement n'est pas une « chambre d'enregistrement » : le fait que la véritable opposition ait voté contre le projet du V^e Plan. Il est vrai qu'elle aurait été plus efficace si elle avait proposé un contre-plan.

Tout de même, le Premier ministre a dû reconnaître que sa politique des revenus rencontrait l'opposition de « beaucoup de gens et d'organisations ». Mais pas un mot de la récession qui gagne certaines branches, en particulier l'automobile et le textile (dont T.S. parlait dans son dernier numéro).

Le Premier ministre a horreur des choses tristes ; au lieu d'évoquer les travailleurs licenciés ou en chômage partiel qui devront se serrer la ceinture pour les fêtes, il a préféré nous entretenir de ce magnifique cadeau de Noël que constitue la loi-programme militaire : traduisez la ruineuse force de frappe. Un joujou qui nous promet bien du plaisir !...

Il fallait s'y attendre. Le tableau riant dressé par Pompidou n'a pas convaincu les syndicats.

Georges Lauré, secrétaire général de la F.E.N., a vivement contesté que la rémunération des agents de l'Etat a augmenté de 11 p. 100 en 1964. Il a avancé le chiffre de 3,68 p. 100 et a mis au défi le Premier ministre « de maintenir son propos dans une controverse publique ».

André Malterre, président de la C.G.C., a déclaré, à propos des discussions entre les représentants de l'Etat et les travailleurs du secteur public : « C'est d'un monologue qu'il

s'agit, et non d'un dialogue. » Le terme de monologue se retrouvait dans le commentaire d'André Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-F.O.

Quant à Eugène Descamps, c'est un procès-verbal de carence qu'il dressait au nom de la C.F.D.T. : « Rien n'a été fait sur la réforme de l'entreprise, la protection des délé-



(Photo Keystone.)

POUCES ! L'explication est vraiment trop difficile.

gués syndicaux ; le S.M.I.G. reste fixé à un taux dérisoire ; la quatrième semaine de congés payés n'est toujours pas obligatoire ; les conventions collectives ne sont pas étendues, etc. » Et il ajoutait : « La grève du 11 décembre est un avertissement. Nous sommes résolus à poursuivre et à développer l'action. »

Même son de cloche à la Commission administrative de la C.G.T. réunie avant le discours de Pompidou : « Les luttes les plus récentes, notamment celles du 11 décembre, ont mis en évidence à la fois la puissance de la classe ouvrière lorsqu'elle est unie et la légitimité de ses revendications, mais l'aboutissement de celles-ci exige que cette puissance soit portée à un niveau encore plus élevé afin de porter des coups plus forts, tous ensemble, au gouvernement et au patronat. La Commission administrative approuve donc les mesures prises par les fédérations C.G.T. du secteur public et nationalisé, et leur comité d'action, pour l'organisation, dans le courant janvier, d'actions de plus grande envergure. »

Seule, F.O. se déclare prête à négocier, si l'on en croit Bergeron : « Nous avons fait la grève du 11 décembre ; elle a été suivie. Nous avons maintenant l'intention de négocier rapidement, dès janvier, avec le gouvernement comme avec le patronat. »

Mais y a-t-il quelque chose à négocier ? Certes, le gouvernement entend ouvrir des pourparlers dans la deuxième quinzaine de janvier pour discuter des salaires dans le secteur nationalisé. En attendant, l'augmentation de 1 p. 100 du salaire de base par trimestre est reconduite pour ce secteur à partir du 1^{er} janvier et « à titre provisionnel ». L'annonce de ces discussions sera-t-elle suffisante pour faire différer la grève ?

On parle aussi d'une augmentation du S.M.I.G. dans le cadre de la « politique des revenus ». Il est vrai que les élections ne sont pas loin.

M. C.

PETAÏN

De subtils juristes établissent des distinctions entre révision du procès Pétain, réhabilitation judiciaire et translation des cendres de l'ex-maréchal à Verdun ou — distinction supplémentaire — à Douaumont.

M^r Jacques Isorni, avocat fidèle, ne l'entend pas ainsi. Il tranche : « ... La translation implique autant la réhabilitation que la réhabilitation implique la translation. Les deux événements étant indissolublement liés et interdépendants, il faudra saisir l'occasion dans l'ordre où elle se présentera. Ce qui paraît une condition essentielle sur laquelle aucune transaction n'est imaginable, c'est que la translation doit prendre, par son éclat, la forme perceptible de la réparation. »

Nous en sommes prévenus. Et c'est là un point sur lequel nous sommes bien d'accord avec l'ancien député de Paris.

Mais comment se fait-il que nous en soyons là ? C'est tout juste si nous ne passons pas, nous qui ne sommes demandeurs en rien, pour les tortionnaires d'un malheureux vieillard qui avait consenti en faveur de la France son ultime sacrifice.

Ainsi, les légendes se créent, auxquelles il est difficile de répondre en quelques lignes. Heureusement, le jugement de la Haute Cour de Justice en date du mardi 14 août 1945 demeure.

Passons rapidement sur les campagnes de presse antérieures à la guerre et réclamant un gouvernement Pétain qui se chargerait de modifier la Constitution républicaine. Ces campagnes, jamais désavouées, tendaient « à le présenter comme le seul homme susceptible de ramener l'ordre en France et de réconcilier notre pays avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste en établissant un régime semblable à celui qui leur avait été donné à elles-mêmes... »

L'armistice, divine surprise pour Maurras, devait être l'instrument permettant à Pétain de réaliser ce vœu.

L'annexion des départements recouverts, les concessions économiques et financières, la livraison d'armes à l'Irak en guerre contre la Grande-Bretagne, alliée qui n'avait pas été dénoncée, la lutte contre les Français libres, notamment au Levant, la création, en accord avec l'occupant, de juridictions spéciales et d'un tribunal d'Etat chargés de réprimer l'action des patriotes, la création de la Légion dont les membres allaient combattre sur le front de l'Est en uniforme allemand, l'acceptation, en novembre 1942, de l'occupation de la zone jusqu'alors dite libre, la résistance armée, notamment en Tunisie, contre les armées libératrices, l'organisation de la prétendue « relève » des prisonniers de guerre aboutissant à fournir à l'ennemi une main-d'œuvre bon marché, l'action des différentes polices « nationales » et de la milice contre les républicains, les juifs, les résistants, les arrestations et déportations en masse de tous ceux que leurs

origines, leurs opinions ou leur action vouaient à la vindicte hitlérienne. Quelles sont les conditions de politique actuelle qui pourraient les enlever de la mémoire de ceux qui les ont vécus ?

Pour cet ensemble de faits, Philippe Pétain a été condamné à mort. Le jugement qui le frappait, désireux de tenir compte du grand âge de l'accusé, émettait le désir que cette sentence ne fût pas exécutée.

(Oserai-je — tout en étant hostile à la peine de mort — risquer une parenthèse pour dire que la mort d'un jeune le prive d'un nombre prévisible d'années de vie plus considérable que celle d'un vieillard et que les condamnations exécutées sous Pétain de jeunes résistants étaient donc, chacune, plus graves que la condamnation de l'ancien chef d'Etat ?)

Quels sont les faits nouveaux qui militeraient aujourd'hui en faveur d'une révision, d'une réhabilitation, d'une « réparation » en faveur de Pétain, ou d'une translation de ses restes ?

J'en vois un seul : la volonté des collaborateurs de prendre une revanche sur les résistants.

Il convient pour nous de ne pas tomber dans ce piège. Notre opposition au de Gaulle 1958 et années suivantes n'a rien de commun avec la prise de position des pétainistes en 1940. Et nous n'avons pas à nous livrer à je ne sais quel anachronique combat qui serait la négation de ce que nous fûmes.

L'opposition entre pétainistes et gaullistes est-elle d'ailleurs si vive actuellement ? Les pétainistes ne retrouvent-ils pas dans le régime l'essentiel de leurs préoccupations et de leur désirs ? Le même apolitisme, le même nationalisme, les mêmes slogans concernant le mythe du chef qui ne s'est jamais trompé, et qui se donne, entouré qu'il est d'un groupe de fidèles inconditionnels et profiteurs, ne trouve-t-on pas tout cela depuis 1958 comme on en a pâti entre 1940 et 1944 ?

Il n'en est pas moins vrai que les menaces qui pèsent sur le souvenir de la Résistance — et que l'accaparement de Jean Moulin par le gaullisme et à son seul profit n'a pas contribué à atténuer — ont réussi à refaire ce que nous n'avions pas vu depuis vingt ans : l'unité totale, à l'appel du Comité d'Action de la Résistance, que préside Marie-Madeleine Fourcade.

Le texte adopté par tous, et qui est un simple avertissement en guise de préambule, est fort net : aucun résistant, quelle que soit sa tendance politique, ne saurait accepter que l'on revînt, sous quelque forme que ce soit, sur un verdict formulé en pleine connaissance de cause, à l'issue d'un débat contradictoire et ample.

N'importe quelle mesure qui irait à l'encontre de cette chose jugée serait considérée comme un défi par tous ceux qui ont naguère résisté à Hitler et à ses complices.

Daniel Mayer.



(Photo AGIP.)

« Pas une seule fois le mot socialisme. »

ALLEMAGNE

Un nouveau rêve de puissance ?

M. Schroeder, ministre fédéral des Affaires étrangères, n'a pas eu dernièrement, à son arrivée à Orly, un accueil très cordial. Personne n'était venu l'attendre, pas même un chauffeur. Le ministre, froissé, a pris l'autobus comme un simple particulier. Décidément, les relations franco-allemandes se refroidissent en ce mois de décembre. Il est vrai que cette réconciliation tenait plus à deux hommes, Konrad Adenauer et le général de Gaulle, qu'à un besoin profond de deux peuples. Adenauer parti,

les intérêts ont eu raison de l'amitié. Pourtant l'accord entre les deux grands pays d'Europe aurait dû pouvoir se réaliser depuis longtemps. Mais l'on s'y est mal pris, l'ambition des uns, la négligence des autres ont fait qu'en cet hiver 64, l'esprit de concorde ne règne pas particulièrement d'une rive à l'autre du Rhin.

Tout cela ne serait que brouilleries diplomatiques et « péripéties » si quelques imperfections n'étaient venues, ces temps derniers, raviver l'inquiétude de ceux dont je suis qui n'oublieront jamais un certain bruit de bottes retentissant encore dans leur mémoire.

Le temps des « revanchards » n'est pas encore venu et souhaitons qu'il ne vienne jamais — l'Allemagne de l'Ouest est un pays démocratique, mais des propos, recueillis ici et là, illustrent un état d'esprit qu'il n'est pas seulement fréquent de rencontrer chez ceux qui ont vécu la guerre, mais aussi chez les moins de vingt ans... Au dernier congrès du parti social-démocrate, qui s'est tenu à Stuttgart, et au cours duquel d'ailleurs on n'a pas prononcé une seule fois le mot socialisme, M. Willy Brandt a parlé du pays des Sudètes comme d'une terre allemande qui tenait une « grande place dans notre cœur ». La salle était d'ailleurs décorée d'une immense carte de l'Allemagne réunifiée avec les frontières de 1937, qui débordaient largement la fameuse ligne Oder-Neisse constituant jusqu'ici les limites admises et par l'Est et par l'Ouest.

Rappelons qu'en 1937 l'Allemagne englobait la Poméranie qui est passée sous contrôle soviétique, la Silésie qui fut rendue à la Pologne. Il serait facile de polémiquer sur ces territoires où l'allemand, plus facile à apprendre qu'une langue slave, est évidemment parlé couramment, comme il est d'ailleurs parlé dans une grande partie de la Tchécoslovaquie. A signaler aussi qu'il sert depuis fort longtemps de langue commerciale dans toute l'Europe centrale. Mais une fois pour toutes, l'histoire a tranché et il est des démons qu'il vaut mieux ne pas réveiller. Je me souviens, l'été dernier, d'avoir entendu

un guide allemand déclarer que les trois plus belles cathédrales d'Allemagne étaient Cologne, Mayence et Strasbourg.

Aussi lorsque M. Schroeder déclare à Paris que les accords de Munich sont toujours en vigueur, que la ligne Oder-Neisse n'est que provisoire et que « l'Allemagne est partout où l'allemand est parlé comme langue maternelle », nous craignons de trop bien comprendre. Lorsque, au congrès du S.P.D., on entend un sénateur demander que les militaires ne soient plus contrôlés par les civils, et que l'on crée de nouveau un haut commandement et un état-major des Forces armées, on s'inquiète un peu.

Vingt ans après l'effondrement de l'empire hitlérien le budget allemand de la Défense représente 36 p. 100 du budget total. De 1958 à 1963, il a triplé, passant de 8 milliards à 25 milliards de francs. Tout ceci n'est évidemment pas dramatique ; l'Allemagne s'est réarmée sous la pression des Américains pour défendre le « monde libre », dit-on à Bonn. « Notre gouvernement n'a jamais été depuis la guerre qu'un protectorat américain : ce sont les Américains qui nous ont relevés, qui nous ont armés et qui, maintenant, veulent nous associer à la force multilatérale. Ne cherchez pas d'arrière-pensée au-delà de cette attitude qui contrecarre peut-être la politique du général de Gaulle... Nous, nous n'avons aucune ambition d'hégémonie, mais nous tenons à ce que l'on nous respecte. »

En effet, l'Allemagne est un pays riche, ayant de l'or en coffre, une industrie puissante et dynamique. Son potentiel industriel, ajouté à celui de sa sœur de l'Est, arrive au troisième rang mondial derrière les U.S.A. et l'U.R.S.S. La réunification allemande est une chose que nous souhaitons tous. Il n'est pas question de faire jouer à ce pays le rôle de figurant, mais l'inquiétude nous gagne lorsque nous entendons des hommes politiques reprendre à leur compte des mots d'ordre ou des revendications que nous connaissons trop bien pour les avoir entendues il y a trente ans.

Encore une fois, nous ne prétendons pas que l'Allemagne soit prête à succomber à un nouveau rêve de puissance. Ce n'est pas parce que tous les petits groupuscules néo-nazis se sont réunis cette semaine pour former un « grand » parti de droite, qu'il faut pour autant craindre pour la démocratie. Ce n'est pas parce que quelques ministres démagogiques en quête d'électeurs réclament des ter-

ritoires qui, comme les Sudètes, ne leur appartiendront jamais plus, qu'il faut trembler pour la paix. Les temps ont changé et avant que les deux Allemagne, toutes-puissantes qu'elles puissent être, soient réunies, de l'eau coulera sous les ponts.

Nous souhaitons sincèrement qu'une réconciliation des peuples européens se noue durablement. Hélas ! ce n'est pas en réarmant l'Allemagne que l'on y parviendra. Pierre Mendès-France avait proposé, pour régler le problème de Berlin et ceux d'Europe centrale, de créer une vaste zone de désengagement où le stockage des armes conventionnelles et, à plus forte raison, des armes atomiques serait interdit.

La participation de l'Allemagne à la M.L.F. est lourde de conséquences. Elle peut réveiller dans cette partie du monde des conflits que nous souhaiterions éviter pour toujours.

Michel Joch.

Correspondance municipale

Revue mensuelle d'éducation populaire et d'information sur la vie locale, municipale et régionale. Son N° 50 qui vient de paraître porte sur :

L'éducation populaire

- avec au sommaire :
- Les moyens de culture à partir de l'entreprise ;
- La formation des animateurs bénévoles et permanents ;
- Le congé Education ouvrier et les congés culturels cadre-jeunesse ;
- Le Centre itinérant d'Education populaire rurale ;
- La formation des syndicalistes ;
- La Fédération nationale des Centres culturels communaux ;
- Le Centre de documentation et d'animation culturelle de Belfort ;
- Une initiative de l'ADELS : le congé d'éducation civique par les élus locaux ;
- Présentation de quelques organisations d'Education populaire.

Prix du numéro : 1,50 F. Abonnement (10 N°) : 13 F. Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. N° 13.942.51, Paris, ADELS, 94, rue N.-D.-des-Champs.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV)
Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesguiche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré."
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française

"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire."
MAURICE GARÇON
de l'Académie Française

"Un cadeau royal et précieux."
FRANÇOIS MAURIAU
de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire."
MARCEL JOUANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française."
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "biblie de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivroire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire

Signature

T.S. 12

CINÉMA

“Week-end à Zuydcoote”

d'Henri Verneuil



GEORGES GERET et J.-P. BELMONDO :
Comment s'en sortir de cette « poche » ?

RIEN de surprenant dans ce film à gros budget, mais rien de méprisable non plus. C'est la mise en image consciencieuse, appliquée, d'un roman (excellent) dont on sent la présence derrière chaque scène importante. Résultat : tout arrive trop opportunément dans ce « Week-end » (les répliques des soldats types : François Périer, Pierre Mondy, Jean-Pierre Marielle, Albert Rémy ; le dialogue avec le capitaine anglais ; la rencontre avec Georges Geret, l'homme au F.M. ; l'exécution du parachutiste allemand ; les espions déguisés en bonnes sœurs ; le naufrage du transport de troupes ; le cheval de bois sur la grève ; le viol de Jeanne-Catherine Spaak ; la mort de Périer, etc.) pour dérouter vraiment, émouvoir, ou révolter.

Verneuil a du métier, indiscutablement. Il manque malheureusement d'un peu d'imagination. Sa « poche »

de Dunkerque ne contient que des clichés vieux de vingt-cinq ans, des lieux communs sur la guerre, l'amitié, la religion, la mort, auxquels le technicolor seul est incapable de donner quelque éclat. Il manque quelque chose à ce « Week-end » pour en faire une œuvre marquante, puissante, généreuse. Quelque chose que laisse pressentir le motif musical de Maurice Jarre et que Belmondo semble chercher obstinément tout au long du film. Quelque chose qui n'est pas l'amour-bibelot de Catherine Spaak, ni l'épisodique camaraderie des combats. Quelque chose qui nous concerne tous, qui pourrait nous bouleverser ou nous faire serrer les poings. Quelque chose qui ne serait pas un absurde de commande et nous permettrait de garder de ce tragique Week-end à Zuydcoote un souvenir autre que celui d'une « bonne soirée ».

Jean-Jacques Vernon.

THÉÂTRE

Une Saga au théâtre de Plaisance

Jean-Jacques Aslanian, qui a eu le courage et la ténacité de bâtir son théâtre (1), cela fait qui fuit la facilité et ose réaliser des œuvres non commerciales, mais de grande qualité, mérite vraiment que l'on s'intéresse à son travail.

Il présente actuellement la Compagnie Daniel Postal dans Une Saga, de Hjalmar Bergman, l'un des plus importants écrivains suédois de notre siècle.

Nimbée comme tous les personnages de rêve, légère mais vraie, la saga — la légende — (M.-T. Normant) nous apparaît. C'est une jeune fille qui mourut d'amour, il y a bien longtemps, pour un chevalier qui ne le méritait point. Elle nous apprend qu'elle vient aider la jeune Astrid à conquérir son bonheur sur la terre. Elle est convaincue d'y arriver et de pouvoir mener le jeu à sa guise parce qu'elle est invisible des vivants. Elle se leurre. Nous ayant présenté tous les personnages, elle disparaît, mais invisible, elle ne cessera d'être présente.

La pièce commence : la famille de Sune veut qu'il épouse sa cousine Rose. Elle craint qu'il n'épouse Astrid dont il est le tuteur, bien que tous deux aient à peu près le même âge, car Astrid l'aime. Tous ne veulent de cette union à aucun prix. Il y a donc conseil de cette très « respectable » famille Ehrenstal. L'oncle ne pense qu'à son devoir de veiller et de surveiller ce nom glorieux de la famille qui doit rester sans tache. Quoi qu'il advienne, cette « grande famille » doit rester unie. Sune, pour eux tous, est un malade, un désaxé, un rêveur. Ils font fi de la loyauté et de la sagesse quand elles ne sont pas favorables à leurs intérêts.

« Le mensonge, leur dit Sune, vous fait horreur tant qu'il ne profite pas à la famille ! » C'est vrai pour chacun d'eux. Tout est ramené à cela, à l'argent ! Pour « l'honneur » de la famille et pour son renom, il est décidé à l'unanimité que Sune épousera sa cousine et non cette fille pauvre qui leur semble indigne de porter leur nom. Mais il y a aussi cette grave affaire d'héritage. A aucun prix, les biens ne doivent aller à d'autres qu'aux Ehrenstal.

Cette oppression familiale, pleine de préjugés et qui craint le racontar, fait hésiter Sune entre son devoir d'épouser Rose qu'il a vue en train d'embrasser son cousin, et Astrid, la fille pure, qui l'aime, elle, simplement, pour lui seul. La folie et l'amour voisinent souvent : Sune est victime d'une légende : la saga à laquelle il veut rester fidèle. Y arrivera-t-il ?... Vaincra-t-il le conformisme bourgeois de sa famille ?... La mise en scène de Daniel Postal, parfaitement adaptée aux possibilités scéniques du théâtre, est juste, vraie, dépouillée, rien ne choque ni ne surprend. Avec les personnages l'on passe sans peine de cette réalité bassement quotidienne au rêve et inversement. Jamais je n'ai été gêné de cette alternance fiction-réalité. Toujours j'ai été « accroché » par cette histoire. J'y ai pris part autant que les acteurs. Je suis entré avec eux dans cette famille bourgeoise sordide, égoïste, bassement matérielle, sans autre idéal que celui du profit.

Le jeu des acteurs a une unité complète. Tous sont imprégnés de leur personnage et le vivent intensément, sans outrance ni exagération.

Ils mériteraient tous d'être cités,

mais la place nous manque, hélas ! Daniel Postal est Sune tout entier, jeune, vibrant, tourmenté. Marie Rouvray est une Astrid sensible, douce, résignée, Jean Darie est vraiment cet oncle « à principes » pour lequel seul l'argent compte. Quant à Clara Gansard (Rose), on la suit, on ne la quitte pas. On voit réellement l'évolution

psychologique qui s'opère en elle ; tout cela se fait, se passe naturellement. C'est léger, subtil, gracieux. Son jeu est fait de sensibilité et de tact. Le Théâtre de Plaisance a de la chance, tant mieux !

Michel Duvernay.

(1) 11, rue du Château, Paris (14^e).

MUSIQUE

“L'histoire du Soldat”

Le Théâtre Sorano, à Vincennes, reprend le spectacle du Théâtre Mouffetard : L'Histoire du Soldat, de Ramuz et Stravinsky. Il faut aller le voir pour trois raisons :

1^o. — Le spectacle est bon et vous passerez une excellente soirée.

2^o. — La troupe est remarquable et essaye de jouer pour les « pros » et les banlieusards.

3^o. — Le Théâtre Sorano fait un effort pour vous, il faut répondre à son initiative.

Encore quinze représentations environ.

Vous pourrez aller ensuite voir à l'Opéra, qui est un théâtre comme les autres, Petrouchka, du même Stravinsky.

La distribution en est très bonne et ce ballet vous plaira. Vous ne paierez pas plus cher que pour aller au cinéma aux Champs-Élysées. Mais

pour l'Opéra il faut louer huit jours à l'avance.

Un disque parfait pour les fêtes du Jour de l'An

Il s'agit d'un disque consacré par la firme « Philips » à deux magnificats de Telemann.

Bruit de surface négligeable, plans sonores bien différenciés. L'interprétation est la même que celle de la Passion selon saint Marc, du même auteur, et dont j'ai parlé.

Les interventions des chœurs sont parfaitement équilibrées et assez nombreuses, bien alternées avec les « récitatifs ». C'est une musique religieuse pour jours heureux. Kurt Redel dirige le tout parfaitement et je ne saurais trop vous le conseiller.

Pierre Bourgeois.

(1) Voir « T.S. » n° 193 du 30-4-64.

LIVRES

Enfin... du vrai Camus !

Albert Camus a disparu en pleine force, à l'aube de la gloire universelle. Dans un cas comme celui-là, ceux qui ont des intérêts dans la vente des livres font paraître en toute hâte les inédits. Tous les inédits. Le moindre ligne laissée par l'auteur devient publication. Ce que l'auteur aurait fait disparaître, voit le jour. C'est ridicule. Et pourtant cela se pratique. A preuve : Albert Camus.

En 1962, paraissait le premier tome des Carnets (1) qui allait de mai 1935 à février 1942. A la lecture, ce qui m'a frappé c'est la sensation de précipitation avec laquelle ces feuillets ont été collationnés. « Ils » ont vraiment tout pris, tout publié. Pas de tri. Un exemple : page 60 entre deux passages : « Arles ». Un peu plus loin : « Douceur de la Savoie ». Jamais Camus n'aurait accepté de donner cela à son éditeur. Ces notes n'étaient que des points de repère, des phrases qu'il devait habiller. Avoir publié tout cela est une malhonnêteté.

Ceci pour dire que la parution du second volume des Carnets, qui va de janvier 1942 à mars 1951 (1), au premier abord m'a énervé. J'ai envoyé promener le livre. Puis un remords m'a pris. C'est tout de même du Camus ! Et l'émerveillement des grands livres est presque revenu. Avec en plus un sentiment de profonde émotion et de regret tenace. Avec quelle tristesse résonne cette phrase qui ouvre le recueil : « Tout ce qui ne me tue pas me rend plus fort. Oui, mais... Et qu'il est dur de songer au bonheur. Le poids écrasant de tout cela. Le mieux est de se taire pour toujours et de se tourner vers le reste. »

Parmi les critiques que j'ai lues, à droite et à gauche, j'ai constaté combien on est mesquin avec un grand auteur. L'un se préoccupe de savoir si les prédictions de Camus se justifient ou non maintenant. L'autre, des rapports avec Sartre. Que tout ceci est donc stupide. Les petits esprits sont légion, je le sais. Je sais aussi que j'ai le grand tort d'admirer, bêtement, sans me poser de questions. Les gens qui « pensent » se posent obligatoirement des questions. Du moins, ils le disent, ils le crient assez haut pour qu'on puisse l'entendre. Mais revenons à Camus ! On sent trop en lisant ces messieurs que chacun veut passer pour une sorte de Léautaud de prix-unique. Le défaut de la cuirasse amène une jouissance et une volupté peu communes, n'est-ce pas ? Alors, on y va à fond.

Je me contenterai de dire simplement que ce livre nous montre deux aspects très passionnants de la pensée et de l'écriture de notre auteur. A l'échelon de l'ébauche, la sûreté de la pensée et la quasi-perfection de la forme sont déjà là : « Montaigne,

une vie glissante, sombre et muette. » Ou encore : « Peine de mort. On tue le criminel parce que le crime épuise toute la faculté de vivre dans un homme. Il a tout vécu s'il a tué. Il peut mourir. Le meurtrier est exhaussé. » Un peu plus loin : « Il y a un moment où la jeunesse se perd. C'est le moment où l'on perd les êtres. Et il faut savoir l'accepter. Mais ce moment est dur. » Encore : « On ne peut rien fonder sur l'amour : il est fuite, déchirement, instants merveilleux ou chute sans délai. Mais il n'est pas... » Encore et toujours : « Décembre. Ce cœur plein de larmes et de nuit. » ... « L'homme que je serais si je n'avais pas été l'enfant que je fus. » Quelle justesse de vue que cette phrase : « Contre la littérature engagée. L'homme n'est pas que le social. Sa mort du moins lui appartient. Nous sommes faits pour vivre envers les autres. Mais on ne meurt vraiment que pour soi. » Tout commentaire est, ici, superflu.

Ce recueil met également en évidence le travail de Camus avant la rédaction définitive d'un livre. Sous nos yeux se découvre le processus du cheminement de la pensée. L'idée directrice, celle du départ, en fait naître une infinité qu'il faut souvent écarter pour conserver la structure simple et classique du roman. Je pense en ce moment au travail qui a précédé la remise du manuscrit de L'Etranger.

On s'aperçoit donc de l'intérêt d'un tel livre. Qui aime Camus — et j'espère que les lecteurs de Tribune sont dans ce cas — se doit de posséder le second volet des Carnets. Ça a la beauté et l'éclat du diamant, cela ressemble aussi à quelque vaste et somptueux poème symphonique. Un peu la Vie d'un héros pour reprendre le titre de l'œuvre de Richard Strauss. La vie d'un héros, épris d'idéal, celui que l'on peut trouver chez les autres, et non pas dans un quelconque nuage.

Eric Johansson.

(1) Gallimard.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 30 déc. au 5 janvier

La femme
du sable

UNITE DES

FORCES POPULAIRES

POUR LES ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 65

LISTES COMMUNES DE TOUTE LA GAUCHE



81 RUE MADEMOISELLE PARIS 15°

Chaque semaine lisez

TRIBUNE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ